



# Assemblée générale

Distr. générale  
5 août 2024  
Français  
Original : anglais

## Soixante-dix-neuvième session

Point 71 c) de l'ordre du jour provisoire\*

**Promotion et protection des droits humains : situations  
relatives aux droits humains et rapports des rapporteurs  
et représentants spéciaux**

## **La situation des droits humains en République populaire démocratique de Corée**

### **Rapport du Secrétaire général**

#### *Résumé*

Le présent rapport est soumis en application de la résolution [78/218](#) de l'Assemblée générale sur la situation relative aux droits humains en République populaire démocratique de Corée. Il donne un aperçu de la situation des droits humains de juillet 2023 à mai 2024 et brosse un tableau succinct de la collaboration du Gouvernement de la République populaire démocratique de Corée avec l'Organisation des Nations Unies dans le domaine des droits humains.

\* [A/79/150](#).



## I. Introduction

1. Le présent rapport est soumis en application de la résolution 78/218 de l'Assemblée générale sur la situation relative aux droits humains en République populaire démocratique de Corée. Il rend compte de la situation relative aux droits humains du 1<sup>er</sup> juillet 2023 au 31 mai 2024.

2. Le 22 juillet, le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) a adressé une note verbale à la Mission permanente de la République populaire démocratique de Corée auprès de l'Office des Nations Unies à Genève, dans laquelle il a invité le Gouvernement du pays à communiquer des observations factuelles sur le projet de rapport. Il n'a reçu aucune réponse.

3. Selon les données du Ministère de l'unification de la République de Corée, en 2023, 196 transfuges (32 hommes et 164 femmes) ont fui la République populaire démocratique de Corée pour gagner la République de Corée. Au cours du premier trimestre de 2024, 43 transfuges (35 femmes et 8 hommes) seraient entrés en République de Corée. À titre de comparaison, ils étaient 67 en 2022, 63 en 2021, 229 en 2020 et 1 047 en 2019<sup>1</sup>. Au cours de la période considérée, la majorité des arrivées concernaient des personnes qui avaient quitté la République populaire démocratique de Corée avant la fermeture des frontières du pays en janvier 2020, pour lutter contre la pandémie de COVID-19. Parmi les transfuges arrivés en République de Corée en 2023, beaucoup étaient des fonctionnaires, des travailleurs étrangers et des étudiants internationaux qui avaient vécu plusieurs années dans des pays tiers. Treize personnes sont entrées directement en République de Corée par bateau depuis la République populaire démocratique de Corée.

## II. Contexte politique

4. En matière de sécurité, la situation est restée tendue dans la péninsule coréenne et aucun progrès n'a été enregistré dans les relations intercoréennes ou la dénucléarisation au cours de la période considérée. La République populaire démocratique de Corée a continué de renforcer ses programmes nucléaire<sup>2</sup> et de missiles en procédant à des tirs d'essai de plusieurs missiles balistiques<sup>3</sup> et au lancement de satellites de reconnaissance militaire<sup>4</sup>. En septembre 2023, la Constitution du pays a été modifiée pour y inscrire sa politique de construction de la force nucléaire<sup>5</sup>. Le 23 novembre 2023, le Gouvernement a annoncé la suspension totale de l'Accord militaire global conclu en 2018 avec la République de Corée<sup>6</sup>.

5. Au cours de la période considérée, le Conseil de sécurité a tenu cinq séances publiques sur la République populaire démocratique de Corée afin de débattre des tirs

<sup>1</sup> République de Corée, Ministère de l'unification, État des arrivées récentes, disponible à l'adresse suivante : <https://www.unikorea.go.kr/unikorea/business/NKDefectorsPolicy/status/lately/>.

<sup>2</sup> Rapport du Groupe d'experts créé en application de la résolution 1874 (2009) (voir S/2024/215).

<sup>3</sup> Ibid. selon le Groupe d'experts, la République populaire démocratique de Corée a lancé pas moins de 33 missiles balistiques et missiles combinant des technologies balistiques et de guidage en 2023, soit moins qu'en 2022 (73 lancements).

<sup>4</sup> Ibid.

<sup>5</sup> KCNAWatch, « Respected comrade Kim Jong Un makes speech at 9th session of 14th SPA », 28 septembre 2023.

<sup>6</sup> La République populaire démocratique de Corée et la République de Corée ont signé un accord de paix global en septembre 2018 afin d'apaiser les tensions militaires dans la péninsule coréenne. La République de Corée a elle aussi décidé de suspendre totalement l'accord en juin 2024.

d'essai de missiles et de leurs implications pour la paix et la sécurité internationales<sup>7</sup>. Le Secrétaire général a exhorté à plusieurs reprises la République populaire démocratique de Corée à s'acquitter pleinement de ses obligations internationales au titre de toutes les résolutions pertinentes du Conseil et à reprendre le dialogue sans précondition en vue de parvenir à une paix durable et à la dénucléarisation complète et vérifiable de la péninsule coréenne<sup>8</sup>. En août 2023, le Conseil a tenu une séance d'information publique sur la situation des droits humains en République populaire démocratique de Corée pour la première fois depuis le 22 décembre 2017.

6. Le 28 mars 2024, le Conseil de sécurité n'a pas adopté le projet de résolution visant à proroger le mandat du Groupe d'experts chargé d'aider le Comité des sanctions créé par la résolution 1718 à suivre l'exécution des sanctions prises par l'ONU contre la République populaire démocratique de Corée et à en rendre compte<sup>9</sup>.

7. En août 2023, au lendemain de la réouverture partielle de ses frontières, qui étaient fermées depuis janvier 2020, la République populaire démocratique de Corée a renoué le dialogue avec la communauté internationale en envoyant de hauts fonctionnaires dans les pays voisins et au-delà. Contrairement à la plupart des ambassades et missions, y compris l'équipe de pays des Nations Unies, qui n'ont pas pu rentrer dans le pays pendant la période considérée, les ambassadeurs et le personnel diplomatique d'un petit nombre d'États membres ont pu y retourner.

### III. Aperçu de la situation des droits humains

#### A. Droit à une alimentation adéquate

8. L'accès de la population de la République populaire démocratique de Corée à une alimentation adéquate est une préoccupation récurrente des Nations Unies et de ses organes indépendants. Dans son rapport, le Groupe d'experts créé en application de la résolution 1874 (2009) du Conseil de sécurité a constaté que le second semestre 2023 avait connu plusieurs évolutions positives, relevant notamment que les prix des denrées alimentaires avaient retrouvé leur niveau de 2019 grâce à une « récolte automnale respectable concernant un certain nombre de cultures », à une « normalisation » partielle des importations de denrées alimentaires et de biens de consommation et à l'augmentation d'une certaine aide humanitaire vitale<sup>10</sup>.

9. Selon un récent rapport conjoint des Nations Unies, près de la moitié de la population de la République populaire démocratique de Corée souffre d'insécurité alimentaire et a besoin d'aide<sup>11</sup>. Le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) estime que la pénurie alimentaire reste préoccupante dans le pays, où plus de quatre pour cent des enfants examinés entre janvier et juin 2023 dans les centres médicaux de plusieurs provinces souffrant d'émaciation sévère ou modérée – soit un taux plus élevé qu'avant 2020. L'UNICEF a relevé que l'approvisionnement en soins,

<sup>7</sup> Nations Unies, Bibliothèque du Siège de l'Organisation des Nations Unies, UN Security Council Meetings & Outcomes Tables, 2023–2024.

<sup>8</sup> Déclaration attribuable au porte-parole du Secrétaire général sur le lancement d'un satellite utilisant la technologie des missiles balistiques par la République populaire démocratique de Corée, 24 août 2023.

<sup>9</sup> Nations Unies, « General Assembly debates Russia's veto of DPR Korea sanctions panel », 11 avril 2024.

<sup>10</sup> Voir S/2024/215.

<sup>11</sup> Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et autres, *L'état de la santé alimentaire et de la nutrition dans le monde 2023. L'urbanisation transforme les systèmes agroalimentaires et influe sur l'accès à une alimentation saine et abordable le long du continuum rural-urbain* (Rome, FAO, 2023), p. 169.

médicaments, vaccins et articles médicaux consommables était insuffisant dans les établissements de santé et que les professionnels de la santé avaient des connaissances et des capacités insuffisantes en ce qui concerne les protocoles de prise en charge de la malnutrition et des maladies infantiles<sup>12</sup>.

10. Il ressort des entretiens menés par le HCDH que la famine a pu sévir dans certaines parties du pays au cours de la période considérée. Toutefois, les informations étant très limitées en raison de la baisse du nombre de transfuges et des nouvelles restrictions imposées à la circulation de l'information, déterminer la gravité du problème relevait d'une gageure<sup>13</sup>. Selon plusieurs articles, les importations de denrées alimentaires en provenance de Chine et de la Fédération de Russie auraient augmenté depuis l'ouverture partielle des frontières en août<sup>14</sup>. Diverses sources ont laissé entendre que le Gouvernement s'était davantage préoccupé des moyens de subsistance, de l'agriculture et de l'alimentation et que des ménages avaient parfois eu droit à des rations supplémentaires et à des denrées subventionnées<sup>15</sup>. Le Président Kim Jong Un a évoqué à plusieurs reprises la nécessité d'améliorer le niveau de vie de la population, de concentrer les efforts sur la production agricole et de s'attaquer en priorité à la pénurie alimentaire<sup>16</sup>.

11. Tout en semblant vouloir remédier à la situation alimentaire, le Gouvernement a parallèlement décidé de limiter le rôle des *jangmadang* (petits marchés) dans la distribution alimentaire, ce qui s'est traduit par une production, une distribution et une consommation alimentaire de plus en plus centralisées dans le pays. Il est ressorti des entretiens menés par le HCDH que l'accès à la nourriture a encore été limité par le fait que les gens étaient contraints de s'approvisionner en aliments de base dans les magasins d'État, qui eux-mêmes n'avaient pas assez de marchandises à vendre, plutôt que dans les *jangmadang*, comme c'était le cas avant la pandémie. Cette situation a affecté l'exercice du droit à une alimentation adéquate, les gens ayant moins de possibilités physiques et économiques d'accéder à la nourriture, y compris aux moyens de s'en procurer.

12. Cette situation fait craindre de possibles violations du droit à une alimentation adéquate. Le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, auquel la République populaire démocratique de Corée est partie, impose aux États parties des obligations fondamentales minimales, notamment en ce qui concerne le droit à une nourriture suffisante<sup>17</sup>. Selon le Comité des droits économiques, sociaux et culturels, un État qui ne parvient pas à s'acquitter de ces obligations en raison de contraintes budgétaires doit démontrer qu'aucun effort n'a été épargné pour utiliser toutes les ressources à sa disposition aux fins de remplir, à titre prioritaire, ces obligations minimales. Le Comité a souligné que, même en temps de grave pénurie de ressources, en raison d'un processus d'ajustement, de la récession économique ou d'autres facteurs, les éléments vulnérables de la société peuvent et doivent être protégés grâce à la mise en œuvre de programmes spécifiques relativement peu

<sup>12</sup> UNICEF, « East Asia and Pacific Region », Humanitarian Situation Report n°2, Reporting Period 1 January to 30 June 2024, 2 février 2024.

<sup>13</sup> Benjamin Katzeff Silberstein, « North Korean Market Prices Suggest Serious Food Shortages », 38North, 23 juin 2023.

<sup>14</sup> Ifang Bremer, « Food imports help drive North Korean trade with China to three-year high », NKNews, 24 mars 2023 ; Anton Sokolin, « Surge in North Korean grain imports lays bare deepening hunger crisis », NKNews, 2 août 2023.

<sup>15</sup> KCNAWatch, « Report on 8th Enlarged Plenary Meeting of 8th WPK Central Committee », 19 juin 2023.

<sup>16</sup> KCNAWatch, « Immortal leadership for agricultural development of the country », 12 novembre 2023.

<sup>17</sup> Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, art. 11. Voir aussi Comité des droits économiques, sociaux et culturels, observation générale n° 12 (1999).

coûteux<sup>18</sup>. Selon le Comité, les États devraient s'abstenir d'empêcher l'accès à l'aide alimentaire humanitaire dans des situations d'urgence<sup>19</sup>. Il est aussi de la responsabilité de la communauté internationale de coopérer à la fourniture de l'aide humanitaire<sup>20</sup>.

## B. Liberté d'expression

13. Au cours de la période considérée, la répression des droits à la liberté d'expression, d'information, de pensée et de conscience est montée en puissance. Depuis le début de la pandémie, la République populaire démocratique de Corée a promulgué plusieurs lois visant à réglementer les flux d'informations provenant du monde extérieur et le contenu des médias étrangers, à durcir les contrôles en vigueur et à punir plus sévèrement les infractions<sup>21</sup>. Depuis que ces lois ont été adoptées, le HCDH a reçu de nombreux témoignages faisant état d'une intensification de la répression fondée sur l'application de ces nouvelles lois au cours de la période considérée. Bien qu'elles aient été promulguées juste avant la période considérée, le texte intégral de ces lois n'a été publié qu'au début de l'année 2023, à temps pour qu'il soit permis de les analyser dans le présent rapport<sup>22</sup>.

14. La loi sur la protection de la langue culturelle de Pyongyang entend sauvegarder le caractère national indépendant et original de la langue de la République populaire démocratique de Corée, par opposition aux variantes du dialecte coréen parlées ailleurs. Plusieurs dispositions soulèvent des préoccupations en matière de droits humains, notamment l'imposition de lourdes peines, des réglementations intrusives portant atteinte à la vie privée, la responsabilité parentale collective et des définitions formulées en des termes vagues ou ambigus des comportements proscrits. La loi porte essentiellement sur le renforcement du contrôle de l'utilisation de la « langue fantoche »<sup>23</sup> dans la vie de tous les jours, notamment par une surveillance accrue.

15. La loi autorise le Gouvernement à installer des logiciels de surveillance, financés par l'État, sur les appareils et réseaux électroniques personnels (art. 30),

<sup>18</sup> Comité des droits économiques, sociaux et culturels, observation générale n° 3 (1991), par. 12.

<sup>19</sup> Comité des droits économiques, sociaux et culturels, observation générale n° 12 (1999), par. 19, 37 et 38.

<sup>20</sup> Ibid., par. 38.

<sup>21</sup> Ces mesures législatives sont notamment la loi sur la protection de la langue culturelle de Pyongyang (promulguée le 18 janvier 2023), la loi sur le bannissement de la pensée et de la culture réactionnaires (promulguée le 4 décembre 2020) et la loi sur la garantie de l'éducation des jeunes (promulguée le 29 septembre 2021). Voir [A/78/212](#), par. 29, 31 et 32, et [A/77/247](#), par. 9 et 19.

<sup>22</sup> Le texte intégral de ces trois lois n'est pas disponible sur le site officiel public du Gouvernement de la République populaire démocratique de Corée. Le Ministère de la justice de la République de Corée a publié la loi sur la garantie de l'éducation des jeunes le 10 avril 2023 (voir [www.unilaw.go.kr](http://www.unilaw.go.kr)). Des versions non officielles de la loi sur le bannissement de la pensée et de la culture réactionnaires et de la loi sur la protection de la langue culturelle de Pyongyang ont été publiées par un organe de presse les 21 et 23 mars 2023, respectivement (voir [https://www.dailynk.com/english/wp-content/uploads/sites/2/2023/03/Pyongyang-Cultural-Language-Protection-Act\\_English-and-Korean-Versions\\_Daily-NK.pdf](https://www.dailynk.com/english/wp-content/uploads/sites/2/2023/03/Pyongyang-Cultural-Language-Protection-Act_English-and-Korean-Versions_Daily-NK.pdf) ; [https://www.dailynk.com/20230321-4/#flipbook-df\\_298183/5/](https://www.dailynk.com/20230321-4/#flipbook-df_298183/5/)). Ces textes ont été utilisés pour l'analyse par le Ministère de l'unification de la République de Corée. Voir « 2024 Report on North Korean human rights, disponible à l'adresse suivante : <https://unikorea.go.kr/nkhr/ko/ebook/index.html#page=1>, p. 52 à 61.

<sup>23</sup> La loi définit la « langue fantoche » comme une langue qui a perdu son essence coréenne, une langue contaminée par les langues occidentales, japonaise et chinoise, la décrivant comme une « langue poubelle, grossière et dégoûtante ». Dans ses déclarations officielles, la République populaire démocratique de Corée utilise régulièrement le terme « fantoche » pour désigner la République de Corée.

impose une éducation et une surveillance renforcées des personnes qui voyagent à l'étranger pour affaires, afin de s'assurer qu'elles ne rapportent pas de « propagande illégale » (art. 12) et prévoit des sanctions pénales et administratives (art. 58 à 64) en cas d'utilisation de la « langue fantoche ».

16. La loi sur la garantie de l'éducation des jeunes insiste sur le rôle et la responsabilité des jeunes dans la « défense du socialisme » (art. 5), lesquels doivent adhérer à un « mode de vie socialiste » (art. 37), et prône une éducation et des mesures réglementaires renforcées pour qu'ils s'y conforment. Les comportements interdits sont notamment la participation à « des activités religieuses et superstitieuses », « le fait d'introduire, de produire, de copier, de stocker, de distribuer, de regarder des publications de propagande impures » ou le fait de chanter des chansons contraires aux coutumes du pays (art. 41). La loi oblige les « services de l'État, y compris les autorités judiciaires et les services de la sécurité sociale » à appliquer une éducation au respect de la loi et mettre en œuvre un contrôle juridique (art. 43).

17. La loi sur le bannissement de la pensée et de la culture réactionnaires vise à renforcer les contrôles et la surveillance pour empêcher « l'introduction ou la diffusion de la pensée et de la culture réactionnaires et antisocialistes » (art. 1). Elle prévoit des sanctions applicables aux infractions visées aux articles 27 à 40, parmi lesquelles des peines largement disproportionnées comme la réclusion criminelle à perpétuité et la peine de mort pour diffusion de contenus réactionnaires. Les infractions punies en application de ces dispositions sont notamment le fait de faire de la propagande pour une idéologie et une culture « fantoche », ou pour l'idéologie et la culture d'un pays hostile. La loi interdit la reproduction de supports utilisés pour diffuser « une idéologie et une culture réactionnaires » ou l'accès aux « matériels de propagande impurs » au moyen d'appareils électroniques et de radios, ou d'un smartphone non équipé d'un programme permettant de les bloquer.

18. Toute personne qui a connaissance de telles infractions et ne les signale pas peut aussi être punie. Les organes de l'État qui manquent à leur devoir de censure, de surveillance et de contrôle, y compris de contrôle douanier, ou qui éduquent et contrôlent de manière irresponsable les employés et étudiants sans empêcher l'introduction « d'une idéologie et d'une culture réactionnaires » peuvent être sanctionnés. Les sanctions applicables sont notamment des amendes, la fermeture de l'entreprise, la confiscation des biens, le licenciement, le travail non rémunéré, la discipline par le travail, la réforme par le travail pour une durée déterminée ou indéterminée, et la peine de mort.

19. Dans son rapport national au titre de l'Examen périodique universel de 2019, la République populaire démocratique de Corée a indiqué que la loi protégeait les droits des citoyens à la liberté d'expression et à l'accès à l'information<sup>24</sup>. Néanmoins, le contenu de ces trois lois récentes et leur application semblent constituer une ingérence indue et disproportionnée dans la liberté d'expression des personnes, renforcer le contrôle de l'État sur sa population et porter atteinte à son droit d'accéder à l'information sans considération de frontières. Les restrictions à l'expression linguistique et à l'accès à l'information sont autant d'exemples éloquentes de la forte répression du droit à la liberté d'expression dans le pays.

20. Ces restrictions constituent une atteinte aux droits à la vie privée, à la liberté de pensée, de conscience et de religion et à la liberté d'expression, comme établi par les articles 17 à 19 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, auquel la République populaire démocratique de Corée est partie. Le droit à la liberté d'opinion et d'expression est un droit fondamental garanti par l'article 19 du Pacte et comprend « la liberté de rechercher, de recevoir et de répandre des informations et des idées de

<sup>24</sup> A/HRC/WG.6/33/PRK/1, par 30.

toute espèce, sans considération de frontières, sous une forme orale, écrite, imprimée ou artistique, ou par tout autre moyen de son choix ».

21. De surcroît, ces trois lois prévoient des sanctions administratives et pénales à l'encontre des parents du fait du comportement de leurs enfants. En vertu de la loi sur la protection de la langue culturelle de Pyongyang, les parents peuvent être condamnés à une amende (art. 60) ou à trois mois au moins d'« éducation par le travail » si leurs enfants commettent une infraction en état de récidive (art. 61). La loi exige que les parents soient humiliés publiquement lors de réunions (art. 33). La loi sur le bannissement de la pensée et de la culture réactionnaires condamne les parents à des amendes s'ils manquent à leur obligation de donner à leurs enfants une éducation anti-réactionnaire (art. 37, par. 4). Le fait de punir des personnes pour des actes commis par autrui peut constituer une peine collective, en violation des garanties de procédure prévues par le droit international des droits humains.

22. Le fait de rendre certaines de ces infractions passibles de la peine de mort et le caractère excessif des mesures prises pour réprimer la liberté d'expression suscitent de vives préoccupations quant à la légitimité et à la proportionnalité de ces sanctions au regard du droit international des droits humains. En cas de diffusion d'une « langue fantoche » ou d'une « culture réactionnaire », les peines prévues par la loi sur la protection de la langue culturelle de Pyongyang et la loi sur le bannissement de la pensée et de la culture réactionnaires sont plus sévères que celles prévues par le Code pénal en cas de meurtre intentionnel ou de « crime contre l'État »<sup>25</sup>. Ainsi, l'article 6 de la loi en question dispose en termes généraux que quiconque imite ou diffuse une « langue fantoche » s'expose à de lourdes sanctions, y compris la peine de mort, quelle que soit la gravité de son acte. L'article 7 de la loi sur le bannissement de la pensée et de la culture réactionnaires prévoit que l'État impose de lourdes sanctions, pouvant aller jusqu'à la peine capitale, à toute personne, quel que soit son statut, qui introduit, regarde ou diffuse une culture réactionnaire. Les experts des Nations Unies ont fait part de ces préoccupations au Gouvernement, faisant observer que la loi pose des restrictions inadmissibles à la liberté d'opinion et d'expression ainsi qu'au droit de participer à la vie culturelle<sup>26</sup>.

23. Des rapports reçus par le HCDH indiquent que ces lois ont été activement appliquées depuis leur adoption. Deux adolescents de 16 ans auraient été condamnés à 12 ans de prison à l'issue d'un procès public tenu à Pyongyang pour avoir enfreint la loi sur le bannissement de la pensée et de la culture réactionnaires en regardant et en diffusant des pièces de théâtre de la République de Corée<sup>27</sup>. Un transfuge interrogé par le HCDH a raconté avoir été témoin d'exécutions publiques de personnes accusées d'avoir violé la loi sur le bannissement de la pensée et de la culture réactionnaires<sup>28</sup>.

24. Dans sa résolution 55/21, le Conseil des droits de l'homme a recommandé au Gouvernement d'abroger ou de réformer toutes les pratiques et lois visant à supprimer la liberté d'expression et d'opinion, en particulier les trois lois en question. La Rapporteuse spéciale sur la situation des droits de l'homme en République populaire

<sup>25</sup> Code pénal de la République populaire démocratique de Corée (2022), art. 61, 62 et 305.

<sup>26</sup> Le 23 août 2021, la Rapporteuse spéciale sur la situation des droits de l'homme en République populaire démocratique de Corée, le Rapporteur spécial sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires, et la Rapporteuse spéciale sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression ont envoyé une communication conjointe au Gouvernement de la République populaire démocratique de Corée (voir OL PRK 5/2021).

<sup>27</sup> South and North Development, « North Korean high school students sentenced to 12 years of hard labor for watching south Korean Content », 8 décembre 2023, disponible à l'adresse suivante : <https://sand.or.kr/kr/opinion/plan.php?bgu=view&idx=22962> ; voir aussi <https://www.bbc.com/news/world-asia-68015652> ; <https://news.kbs.co.kr/news/pc/view/view.do?ncd=7871025>.

<sup>28</sup> Entretiens réalisés par le HCDH.



démocratique de Corée a dit craindre « que les règles strictes que le Gouvernement impose quant à la façon dont les gens doivent parler, communiquer, interagir et recevoir des informations ne restreignent encore davantage le droit des individus à la liberté d'expression, y compris l'accès à l'information »<sup>29</sup>, et relevé que les restrictions à la liberté d'expression et à d'autres droits fondamentaux étaient renforcées par l'application de ces nouvelles lois.

### C. Peine de mort

25. Il est très préoccupant de constater que la République populaire démocratique de Corée semble avoir de plus en plus souvent recours à la peine de mort pour des délits mineurs, malgré l'obligation internationale qui lui est faite, en tant qu'État partie au Pacte international relatif aux droits civils et politiques n'ayant pas encore aboli la sentence de mort, d'en limiter l'application afin d'éviter la privation arbitraire de la vie<sup>30</sup>. L'article 6 du Pacte dispose ainsi que les États parties qui n'ont pas encore aboli la peine de mort sont tenus d'en limiter strictement l'imposition et notamment qu'elle ne peut être imposée qu'aux « crimes les plus graves », que le Comité des droits de l'homme a interprétés comme des crimes d'une extrême gravité qui ont la mort pour résultat direct et intentionnel<sup>31</sup>. Lors de l'Examen périodique universel de 2019, la République populaire démocratique de Corée a indiqué que la peine de mort était imposée aux personnes reconnues coupables de crimes contre l'État et à celles qui avaient commis des « crimes extrêmement graves et impardonnables »<sup>32</sup>.

26. Le Code pénal de la République populaire démocratique de Corée (tel que modifié le 17 mai 2022) énumère 11 crimes passibles de la peine de mort<sup>33</sup>. Plusieurs lois prévoyant une sentence de mort pour des infractions mineures et non violentes ont été adoptées, notamment les trois lois relatives à la liberté d'expression citées plus haut. La loi sur les mesures d'urgence anti-épidémie<sup>34</sup> punit de mort la négligence grave dans l'exécution des ordres relatifs aux mesures d'urgence anti-épidémie (art. 69), la négligence dans l'exécution des tâches liées à la fermeture des frontières (art. 72) et l'interruption des mesures d'urgence anti-épidémie (art. 73). De même, la loi antérieure sur la prévention des épidémies<sup>35</sup> permettait d'appliquer la peine de mort aux auteurs de violations « graves » de la loi et d'infractions commises pendant une période de quarantaine d'urgence, assimilée à une « situation de guerre » (art. 53). Enfin, la loi sur la prévention des infractions liées à la drogue<sup>36</sup> prescrit la peine de mort pour diverses infractions liées à la drogue.

<sup>29</sup> A/HRC/52/65, par 7.

<sup>30</sup> Pacte international relatif aux droits civils et politiques, art. 6.

<sup>31</sup> Comité des droits de l'homme, observation générale n° 36, par. 35.

<sup>32</sup> A/HRC/42/10, par. 75.

<sup>33</sup> Complot visant à renverser l'État (art. 61), actes de terrorisme (art. 62), atteinte aux intérêts fondamentaux de l'État (art. 63), atteinte à la dignité de la République (art. 64), sabotage (art. 65), actes hostiles envers un étranger (art. 69), perfidie contre le Peuple (art. 70), culture illégale du pavot à opium (art. 234), fabrication illégale de stupéfiants (art. 235), contrebande ou vente de stupéfiants (art. 237) et meurtre délibéré et brutal (art. 305). Les autres infractions passibles de la peine de mort sont, entre autres, les « formes particulièrement graves » de destruction d'armes ou d'installations militaires (art. 1), le vol et la destruction volontaire de biens nationaux (art. 2 à 4), le faux monnayage (art. 5), la contrebande de métaux nobles (art. 6), le fait de prendre la fuite (art. 7), l'enlèvement (art. 8), le viol (art. 9), le vol de biens personnels (art. 10) et la commission de plusieurs infractions graves par des personnes incapables de se réinsérer dans la société (art. 11), en vertu de l'addendum au Code pénal (tel que modifié le 26 octobre 2010).

<sup>34</sup> Promulguée le 22 août 2020. Voir République de Corée, Ministère de la justice, Database on a Unified Korea's Legal System, disponible à l'adresse suivante : [www.unilaw.go.kr](http://www.unilaw.go.kr).

<sup>35</sup> Promulguée le 5 novembre 1997. Ibid.

<sup>36</sup> Promulguée le 1<sup>er</sup> juillet 2021. Ibid.



27. Pour la plupart, les infractions énumérées ci-dessus ne semblent pas faire partie des « crimes les plus graves » pour lesquels la peine de mort peut être appliquée en vertu du paragraphe 2 de l'article 6 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Le Comité des droits de l'homme estime que « [l]es crimes qui n'ont pas la mort pour résultat direct et intentionnel tels que la tentative de meurtre, la corruption et autres infractions économiques et politiques, le vol à main armée, les actes de piraterie, les enlèvements, les infractions liées à la drogue et les infractions sexuelles, bien qu'ils soient de nature grave, ne peuvent jamais servir de fondement, au regard de l'article 6, pour imposer la peine de mort »<sup>37</sup>. En outre, « [l]a peine de mort ne peut en aucune circonstance être appliquée à titre de sanction d'un comportement dont la criminalisation elle-même constitue une violation du Pacte », y compris le fait d'offenser un chef d'État<sup>38</sup>. Le Comité a déclaré que les États parties avaient l'obligation de revoir leurs lois pénales pour veiller à ce que la peine de mort ne soit pas imposée pour les crimes qui ne font pas partie des crimes les plus graves<sup>39</sup>.

28. La République populaire démocratique de Corée ne donne que peu d'informations sur sa politique en matière d'application de la peine de mort<sup>40</sup>. La résolution 77/222 de l'Assemblée générale demande aux États qui maintiennent encore la peine de mort d'instituer un moratoire sur les exécutions en vue de l'abolir, de réduire le nombre d'infractions passibles de la peine de mort et de fournir des informations pertinentes sur l'application de la peine de mort dans leurs pays. La République populaire démocratique de Corée a voté contre la résolution<sup>41</sup>.

29. Dans le cadre de son troisième Examen périodique universel, en 2019, la République populaire démocratique de Corée a indiqué que les exécutions n'étaient publiques que dans de rares cas, à la demande expresse de la famille de la victime et d'autres personnes concernées<sup>42</sup>. Selon les informations reçues, sept hommes et deux femmes ont été exécutés publiquement par un peloton d'exécution le 30 août 2023 pour avoir abattu et vendu illégalement du bétail<sup>43</sup>. Un autre homme aurait été mené au peloton d'exécution le 25 septembre 2023 pour avoir volé des médicaments<sup>44</sup>. Le Comité des droits de l'homme a déclaré que les exécutions publiques étaient contraires à l'interdiction de la torture<sup>45</sup> et incompatibles avec la dignité humaine<sup>46</sup>, et a demandé à la République populaire démocratique de mettre fin à cette pratique<sup>47</sup>.

## D. Liberté de circulation

30. La République populaire démocratique de Corée a en partie rouvert ses frontières en août 2023<sup>48</sup>. Le commerce international a repris en partie, mais le

<sup>37</sup> CCPR/C/GC/36, par. 35.

<sup>38</sup> Ibid., par 36.

<sup>39</sup> Ibid., par 35.

<sup>40</sup> A/HRC/45/20, par. 9 et 22.

<sup>41</sup> Voir A/77/PV.54.

<sup>42</sup> A/HRC/42/10, par. 75.

<sup>43</sup> Voir <https://www.asiapress.org/korean/2023/09/society-human-rights/execution/>.

<sup>44</sup> Voir [https://www.rfa.org/korean/in\\_focus/food\\_international\\_org/medicalthiefexecution-09292023093106.html](https://www.rfa.org/korean/in_focus/food_international_org/medicalthiefexecution-09292023093106.html) ; <https://www.asiapress.org/korean/2023/10/society-human-rights/execution-2/>.

<sup>45</sup> Observation générale n° 36 (2018), par. 40.

<sup>46</sup> CCPR/C/79/Add.65 par 16.

<sup>47</sup> Voir CCPR/CO/72/PRK.

<sup>48</sup> KCNA Watch, « Announcement issued by SEEPH State Emergency Epidemic Prevention Headquarters », 28 août 2023. Disponible à l'adresse suivante : <https://kcnawatch.org/newstream/1693242631-11328803/announcement-issued-by-seeph/>.

renforcement des clôtures à la frontière et de la surveillance a considérablement limité les mouvements transfrontaliers non autorisés<sup>49</sup>.

31. Depuis la pandémie, selon un rapport d'une organisation de la société civile qui a analysé les images satellites de six postes frontières, des barbelés ont été érigés tout le long ou presque de la zone frontalière<sup>50</sup>. Des chemins de patrouille ont également été créés ou améliorés et de nouveaux postes de garde et tours de guet ont été construits. Toutes ces mesures ont encore limité la capacité des citoyens à quitter leur pays.

32. Selon le Code pénal, le fait de franchir la frontière de la République populaire démocratique de Corée sans certificat d'immigration constitue une infraction (franchissement illégal de la frontière<sup>51</sup> ou trahison<sup>52</sup>). Les contrevenants encourrent une peine de rééducation par le travail et, en cas d'infraction « grave », « une peine de rééducation par le travail pouvant aller jusqu'à cinq ans »<sup>53</sup>. La trahison, comme le fait de trahir le pays en se réfugiant à l'étranger ou de livrer des secrets à l'ennemi, est passible d'une peine de rééducation par le travail de cinq ans au moins<sup>54</sup>. En cas d'infraction grave, les personnes sont condamnées à une peine de rééducation à vie par le travail ou à la peine de mort avec confiscation de leurs biens<sup>55</sup>. Les entretiens réalisés par le HCDH indiquent que, dans certains cas, des personnes sont envoyées dans des camps de prisonniers politiques (*kwanliso*), dont le Gouvernement nie ou a nié l'existence<sup>56</sup>.

33. Pendant la période considérée, des personnes ont continué à être rapatriées de force en République populaire démocratique de Corée depuis d'autres pays. Des rapports reçus par le HCDH indiquent que la Chine a rapatrié de force des centaines de personnes depuis août<sup>57</sup>. Selon les informations sur des cas individuels recueillies par le HCDH depuis de nombreuses années, les personnes rapatriées sont exposées à un « risque réel de torture, de détention arbitraire ou d'autres violations graves des droits humains »<sup>58</sup>.

34. De nouvelles restrictions ont également continué à être appliquées à la liberté de circulation à l'intérieur du pays. Depuis le début de l'épidémie de COVID-19, le Gouvernement de la République populaire démocratique de Corée aurait compliqué la procédure d'autorisation de voyage, délivré un nombre limité de permis de voyage et multiplié les points de contrôle pour les déplacements intérieurs<sup>59</sup>.

## E. Travailleurs expatriés

35. Au cours de la période considérée, le HCDH a interrogé plusieurs personnes, principalement des hommes, que l'État avait envoyées à l'étranger pour y travailler

<sup>49</sup> Ifang Bremer, « Barrier to entry : new photos show China expanding fences on North Korea border », NKNews 7 décembre 2023.

<sup>50</sup> Human Rights Watch, *A sense of terror stronger than a bullet : the closing of North Korea 2018–2023* (2024), p. 32 à 72.

<sup>51</sup> Art. 260.

<sup>52</sup> Art. 63.

<sup>53</sup> Art. 260.

<sup>54</sup> Art. 63.

<sup>55</sup> Ibid.

<sup>56</sup> [A/HRC/40/36](#), par. 38.

<sup>57</sup> HCDH, « China must not forcibly repatriate North Korean escapees : UN experts », communiqué de presse, 17 octobre 2023.

<sup>58</sup> Compte rendu oral de la Haute-Commissaire aux droits de l'homme au Conseil des droits de l'homme en application de la résolution [52/28](#), 20 mars 2024. Voir aussi [A/HRC/46/52](#), par. 49.

<sup>59</sup> Entretiens réalisés par le HCDH.

comme ouvriers<sup>60</sup>. Plusieurs ont déclaré avoir été expatriés entre le début et le milieu des années 1990, alors que d'autres ont été envoyées à l'étranger entre 2015 et 2019. Toutes s'étaient échappées de leur lieu de travail et étaient restées dans le pays d'accueil avant de se rendre en République de Corée. La plupart étaient affectées à des travaux physiques pénibles, notamment sur des chantiers de construction et dans le secteur de l'exploitation forestière. Les personnes interrogées ont fourni des informations qui ont corroboré en grande partie les rapports précédents sur les conditions de travail des travailleurs et travailleuses expatriés, qui pourraient indiquer qu'elles ont été soumises à un travail forcé<sup>61</sup>.

36. Les personnes interrogées ont indiqué que pour être sélectionnés, les candidats à un travail à l'étranger devaient avoir des relations et des antécédents familiaux solides et, surtout, verser des pots-de-vin. Certaines catégories de personnes n'étaient pas autorisées à aller à l'étranger, notamment les diplômés universitaires et les personnes ayant travaillé dans des secteurs sensibles de l'État.

37. Les travailleurs et travailleuses expatriés ont indiqué que leur correspondance, leur vie privée et leur accès à l'information étaient strictement contrôlés, en particulier l'utilisation de téléphones ou de médias non autorisés, exactement comme en République populaire démocratique de Corée. Les travailleurs étaient constamment surveillés et s'exposaient à de lourdes sanctions en cas d'infraction, sanctions qui pouvaient aller jusqu'au rapatriement. Sur certains chantiers, des agents du Ministère de la sécurité de l'État de la République populaire démocratique de Corée<sup>62</sup> effectuaient des contrôles de nuit pour s'assurer que les travailleurs et travailleuses n'étaient pas connectés à des médias interdits. Cette surveillance, associée à une cadence de travail élevée, leur donnait l'impression d'être en prison. Les travailleurs et travailleuses étaient autorisés à écrire à leur famille, mais ils savaient que leurs lettres étaient surveillées par des agents de l'État, de sorte que les contacts épistolaires avec les familles étaient limités<sup>63</sup>. Toutefois, plusieurs transfuges ont rapporté s'être connectés secrètement à Internet ou à des médias étrangers, ce qui leur avait permis de s'ouvrir au monde extérieur<sup>64</sup>. Toutes les personnes interrogées ont fait état de conditions de vie et de travail difficiles<sup>65</sup> ; elles devaient notamment dormir sur les chantiers, là où elles trouvaient un endroit sec, sans sanitaires ni eau potable, et récupérer des vêtements d'hiver dans les poubelles<sup>66</sup>.

38. Les personnes interrogées ont parlé d'exploitation et évoqué un manque de transparence généralisé concernant leurs salaires et les sommes qu'elles devaient payer. L'État retenait une grande partie de leur salaire – jusqu'à 70 pour cent –, leur laissant à peine de quoi survivre ou envoyer de l'argent à leur famille. Les sommes prélevées incluaient le remboursement des dépenses engagées pour les envoyer à l'étranger, la nourriture et d'autres frais. Elles devaient aussi verser diverses « contributions » à l'État, au point que certaines d'entre elles se sont endettées toujours plus, sans pouvoir rembourser. Les travailleurs et travailleuses devaient verser des contributions à des fins spécifiques – « achat de matériel suite aux dégâts causés par des inondations », « cadeaux de loyauté » lors des congrès du Parti –, contribuer à la construction d'un hôpital à Pyongyang ou au financement de l'armée<sup>67</sup>.

<sup>60</sup> A/78/212, par. 1.

<sup>61</sup> Ibid., par 16 à 18.

<sup>62</sup> Selon les personnes interrogées, des agents du Ministère de la sécurité de l'État étaient presque toujours présents sur les lieux de travail et chargés de la surveillance et de l'application de la loi.

<sup>63</sup> Entretiens réalisés par le HCDH.

<sup>64</sup> Ibid.

<sup>65</sup> A/78/212, par. 16.

<sup>66</sup> Entretiens réalisés par le HCDH.

<sup>67</sup> Ibid.

39. Les travailleurs et travailleuses expatriés ne pouvaient pas négocier de meilleurs salaires ou de meilleures conditions de travail. Ils n'avaient pas la possibilité de démissionner ou de changer d'employeur. Ils redoutaient d'être arrêtés et poursuivis au moindre écart au travail et que leur famille soit déportée dans des régions éloignées<sup>68</sup>.

40. Beaucoup de travailleurs et de travailleuses se seraient retrouvés bloqués dans les pays d'accueil, sans possibilité de rentrer chez eux, à cause des mesures de lutte contre la COVID-19 adoptées dans les pays d'accueil et de la fermeture des frontières de la République populaire démocratique de Corée. En outre, les mesures adoptées par les pays d'accueil pour lutter contre la COVID-19, comme le renforcement de la surveillance, les contrôles d'identité et les restrictions de circulation, ont compliqué leurs conditions de vie. Ils craignaient aussi d'être arrêtés et détenus. C'est surtout ce sentiment de vulnérabilité qui les a décidés à se réfugier en République de Corée. Certaines personnes interrogées estimaient qu'elles ne pouvaient pas retourner en République populaire démocratique de Corée en toute sécurité. Un homme, qui avait vécu dans un pays d'accueil pendant de nombreuses années après avoir abandonné son poste, a déclaré qu'il ne pourrait jamais retourner dans son pays par crainte d'être interrogé, puni et placé à vie sous surveillance<sup>69</sup>.

41. Les droits des travailleurs et travailleuses sont protégés par le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels. La République populaire démocratique de Corée a l'obligation, en vertu du Pacte, de veiller à ce que ces travailleurs étrangers gagnent leur vie par un travail librement choisi ou accepté et de prendre des mesures en vue d'assurer le plein exercice de ce droit, dans des conditions qui sauvegardent la jouissance des libertés politiques et économiques fondamentales. L'État est tenu de respecter les droits des travailleurs en s'abstenant de confisquer leurs documents d'identité, de retenir leurs salaires, de restreindre leurs déplacements et de les menacer. Il a également l'obligation de prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir que ces travailleurs jouissent de leur droit à des conditions de travail justes et favorables dans les pays d'accueil, conformément à l'article 7 du Pacte, notamment : une rémunération équitable, une sécurité et une hygiène du travail, l'égalité des chances en matière de promotion, le repos, les loisirs et une limitation raisonnable de la durée du travail, ainsi que des congés payés périodiques.

42. Bien que la République populaire démocratique de Corée ne soit pas membre de l'Organisation internationale du travail (OIT), les conventions de l'OIT font autorité et sont internationalement reconnues dans le domaine du travail, y compris en ce qui concerne la définition du travail forcé. L'OIT a publié une liste d'indicateurs du travail forcé, qui comprend : abus de faiblesse, confiscation de documents d'identité, tromperie, retenue des salaires, restriction des déplacements, servitude pour dettes, isolement, conditions de travail et de vie abusives, violence physique et sexuelle, nombre excessif d'heures supplémentaires, intimidation et menaces. L'OIT précise que, « parfois, la présence d'un seul indicateur dans une situation donnée signifie qu'on a affaire à un cas de travail forcé. Toutefois, dans d'autres cas, il peut être nécessaire de rechercher plusieurs indicateurs qui, pris ensemble, indiquent un cas de travail forcé. De façon générale, on peut affirmer que ces 11 indicateurs couvrent les principaux éléments constitutifs d'une situation de travail forcé et peuvent servir de base pour déterminer si un travailleur ou une travailleuse est victime ou non de cette forme d'infraction »<sup>70</sup>. À cet égard, les conditions décrites par

<sup>68</sup> Ibid.

<sup>69</sup> Ibid.

<sup>70</sup> OIT, « Indicators of Forced Labour », octobre 2012.

d'anciens travailleurs expatriés semblent indiquer un cas de travail forcé tel que défini par l'OIT.

## F. Principe de responsabilité

43. Au cours de la période considérée, le HCDH a continué à recueillir, consolider, analyser et protéger des informations et des éléments de preuve, de manière à pouvoir établir les responsabilités si des violations des droits humains et des crimes internationaux étaient commis en République populaire démocratique de Corée à l'avenir. Ces données comprennent des informations provenant de diverses sources, notamment d'entretiens avec des victimes, des témoins et des experts, des rapports d'organisations gouvernementales et non gouvernementales, des photos, des cartes et des images satellites. Les données sont analysées au regard des obligations internationales de la République populaire démocratique de Corée en matière de droits humains et du droit pénal international applicable.

44. Les informations recueillies sont sécurisées et conservées dans le répertoire central des informations et éléments de preuve du HCDH, conformément à la résolution 34/24 du Conseil des droits de l'homme. Ce répertoire est essentiel, en ce qu'il facilitera et accélérera les enquêtes et les procédures judiciaires équitables et indépendantes dans des affaires de violations graves des droits humains et peut-être même des crimes internationaux dont les tribunaux nationaux ou internationaux compétents pourraient être saisis à l'avenir. Ces mesures de conservation sont conformes aux pratiques exemplaires en matière de gestion des éléments de preuve qui visent à faciliter leur utilisation dans le cadre d'éventuelles poursuites judiciaires ou d'autres mécanismes de responsabilité ; le répertoire permet notamment de sécuriser et de bien organiser les déclarations des victimes et des témoins, ainsi que les documents et autres éléments de preuve éventuels. Le HCDH ne cesse par ailleurs d'encourager les parties concernées à lui transférer toutes informations en leur possession pour qu'il les enregistre dans son répertoire central. Au cours de la période considérée, plusieurs parties concernées ont abondamment enrichi le répertoire, notamment en transmettant de nombreuses photographies provenant de l'intérieur du pays. Le répertoire compte désormais environ 6 000 pièces.

45. Les conclusions de l'analyse des informations conservées dans le répertoire effectuée par le HCDH corroborent les conclusions de la Commission d'enquête sur la situation des droits de l'homme en République populaire démocratique de Corée qui, il y a dix ans, avait établi que de graves violations des droits humains et peut-être même des crimes internationaux continuaient d'être commis dans le pays. Dix ans plus tard, rien n'indique cependant que des enquêtes ont été diligentées ou que les auteurs des infractions relevées par la Commission d'enquête ont été traduits en justice. Rien n'indique non plus que la République populaire démocratique de Corée a ouvert des enquêtes sur ces allégations, bien que cette responsabilité lui incombe au premier chef.

46. Devant l'inaction de la République populaire démocratique de Corée, il est impératif d'établir les responsabilités ailleurs. Dans sa résolution 78/218, l'Assemblée générale a demandé au Conseil de sécurité et aux États membres d'adopter de nouvelles mesures pour établir les responsabilités pénales, notamment en renvoyant devant la Cour pénale internationale la situation dans le pays, ou d'ouvrir des enquêtes et d'engager des poursuites contre les personnes soupçonnées d'avoir commis des crimes internationaux en République populaire démocratique de Corée selon le droit international dans les États qui peuvent exercer une compétence sur ces infractions.

47. Le HCDH continue de dialoguer avec des experts juridiques internationaux, des organisations de la société civile et des États pour définir des stratégies efficaces en matière de responsabilité et les promouvoir. En février, il a organisé une conférence d'experts chargés d'examiner les pratiques mondiales les plus efficaces en matière de responsabilité, tant judiciaire que non judiciaire, des auteurs de crimes internationaux, et de réfléchir à la manière dont elles pourraient être appliquées à la République populaire démocratique de Corée dans le contexte actuel.

48. Dans une note d'orientation sur la justice transitionnelle, le Secrétaire général s'appuie sur les obligations des États en matière de droits humains pour rappeler qu'une notion plus large de la justice doit être recherchée, de manière à ce que les éléments de la réparation viennent compléter et renforcer les processus en matière de responsabilité pénale<sup>71</sup>. La commission d'enquête et le groupe d'experts ont attiré l'attention sur la responsabilité non judiciaire, telle que les réparations et la commémoration, qui devrait être recherchée parallèlement à la responsabilité judiciaire. Promouvoir le principe de responsabilité sous toutes ses formes est essentiel pour défendre les droits humains de la population en République populaire démocratique de Corée et des victimes qui vivent dans d'autres pays ou qui viennent d'autres pays. Il est également très important de rendre justice aux victimes vieillissantes de violations pendant une longue période, notamment les victimes de la disparition forcée. Le principe de responsabilité est aussi fondamental pour la paix et la sécurité à long terme dans la péninsule coréenne.

49. Le Secrétaire général invite à innover lors de la conception et de la mise en œuvre de solutions judiciaires non traditionnelles, telles que les réparations, l'établissement de la vérité et la commémoration, afin d'offrir aux victimes une réparation concrète aussi vite que possible. Des moyens créatifs peuvent s'avérer indispensables pour répondre aux lacunes actuelles de la justice et permettre aux victimes d'obtenir réparation pendant qu'elles sont encore en vie.

#### **IV. Coopération entre le Gouvernement de la République populaire démocratique de Corée et l'Organisation des Nations Unies concernant la situation relative aux droits humains et l'aide humanitaire**

50. La République populaire démocratique de Corée a continué de rejeter toute coopération fondée sur la résolution 25/25 du Conseil des droits de l'homme, notamment avec la structure de terrain créée à Séoul par le Haut-Commissariat et avec la Rapporteuse spéciale sur la situation des droits de l'homme en République populaire démocratique de Corée. Aucune visite de titulaires de mandat thématique au titre des procédures spéciales n'a eu lieu au cours de la période considérée, et le Gouvernement n'a accepté aucune demande à cet égard. Aucune invitation permanente n'a été adressée auxdits titulaires.

51. Dans la résolution 78/218 relative à la situation des droits humains en République populaire démocratique de Corée qu'elle a adoptée le 19 décembre 2023, l'Assemblée générale a souligné que la situation relative aux droits humains en République populaire démocratique de Corée, notamment en ce qui concerne l'égalité des genres et les droits de toutes les femmes et les filles, y compris les adolescentes, est intrinsèquement liée à la paix et à la sécurité internationales. L'Assemblée a encouragé l'action diplomatique, y compris le dialogue et les échanges, pour

<sup>71</sup> Nations Unies, « Note d'orientation du Secrétaire général sur la justice transitionnelle : Un outil stratégique pour les personnes, la prévention et la paix » (en anglais), juin 2023.

améliorer la situation relative aux droits humains et la situation humanitaire dans le pays.

52. Le 4 avril 2024, le Conseil des droits de l'homme a adopté par consensus la résolution [55/21](#) par laquelle il a notamment demandé au Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme de lui présenter, à sa soixantième session, un rapport complet faisant le point sur l'évolution de la situation des droits humains en République populaire démocratique de Corée depuis 2014, année de la publication du rapport de la Commission d'enquête, ainsi que sur la suite donnée aux recommandations de la Commission. Le Conseil a également décidé de renforcer encore les capacités du HCDH, notamment de sa structure de terrain à Séoul, en le dotant de ressources et de compétences supplémentaires.

53. En novembre 2024, la République populaire démocratique de Corée fera pour la quatrième fois l'objet d'un examen dans le cadre de l'Examen périodique universel du Conseil des droits de l'homme<sup>72</sup>. Les organes chargés des droits humains ont souligné à plusieurs reprises qu'il était important de donner suite aux recommandations des mécanismes de défense des droits humains, y compris l'Examen périodique universel, pour lutter contre les violations graves des droits humains dans le pays<sup>73</sup>. Aucune organisation indépendante de la société civile implantée dans le pays ne soumet de rapports de parties concernées dans le cadre de l'EPU. Le HCDH a régulièrement communiqué avec la Mission permanente de la République populaire démocratique de Corée auprès des Nations Unies à Genève afin de discuter et d'envisager d'éventuels ateliers de suivi sur les mécanismes des droits humains, y compris sur la procédure d'établissement des rapports des organes conventionnels. Le HCDH a continué d'inviter la République populaire démocratique de Corée à participer aux manifestations mondiales et régionales pertinentes, notamment la manifestation de haut niveau Droits humains <sup>75</sup>, en décembre 2023, et l'atelier sous-régional de l'Asie du Nord-Est sur les entreprises et les droits humains, en mai 2024. La République populaire démocratique de Corée n'a pas participé à ces manifestations.

54. En décembre 2023, le Gouvernement a transmis sa réponse<sup>74</sup> à la liste de questions établie par le Comité des droits des personnes handicapées<sup>75</sup> concernant le rapport initial du Gouvernement au titre de la Convention<sup>76</sup>, soumis en 2018. La République populaire démocratique de Corée n'a toujours pas soumis un certain nombre de rapports aux organes créés en vertu d'un instrument international relatif aux droits humains.

55. Le cadre stratégique de coopération entre les Nations Unies et le Gouvernement de la République populaire démocratique de Corée pour la période 2017-2021 ayant été reconduit jusqu'en 2025, il était toujours valable pendant la période considérée. Malgré l'ouverture partielle des frontières en août 2023 et des échanges diplomatiques bilatéraux plus nombreux, aucun membre du personnel humanitaire international, y compris le personnel des Nations Unies, n'a pu entrer dans le pays et rien n'indiquait quand il pourrait y retourner. L'équipe de pays des Nations Unies a

<sup>72</sup> Le Gouvernement avait accepté 132 des 262 recommandations issues du troisième Examen périodique universel, notamment celles relatives au renforcement de sa coopération avec le système des Nations Unies pour les droits humains, à l'amélioration de l'accès des agences humanitaires opérant dans le pays aux populations affectées et à l'adoption de mesures législatives et de renforcement des capacités pour promouvoir et protéger les droits humains.

<sup>73</sup> Voir la résolution [55/21](#) du Conseil des droits de l'homme.

<sup>74</sup> [CRPD/C/PRK/RQ/1](#).

<sup>75</sup> [CRPD/C/PRK/Q/1](#).

<sup>76</sup> [CRPD/C/PRK/1](#).



pris contact avec le Gouvernement pour examiner la possibilité d'autoriser le personnel international des organismes des Nations Unies à retourner dans le pays.

56. S'agissant des effets des sanctions sur la situation humanitaire en République populaire démocratique de Corée, le Groupe d'experts créé en application de la résolution 1874 (2009) du Conseil de sécurité a conclu dans son rapport de février 2024 que, malgré les difficultés rencontrées pour recueillir des informations, il ne faisait guère de doutes que les sanctions avaient eu des effets non désirés sur la situation humanitaire et certains aspects des opérations d'aide, en exacerbant les problèmes dus à l'inefficacité et à l'inefficience des politiques économiques du pays. Le Groupe d'experts a également relevé que l'influence toute relative des sanctions avait diminué depuis le début de l'année 2020 et que la République populaire démocratique de Corée était réticente à accepter toute forme d'assistance<sup>77</sup>.

## V. Conclusion

57. Le pays reste largement coupé du monde extérieur, malgré la réouverture partielle des frontières internationales au cours de la période considérée. Les déplacements ont été largement limités aux missions officielles, en nombre réduit, à destination et en provenance du pays. La plupart des ambassades, missions et organisations humanitaires étrangères, ainsi que les membres du personnel international de l'équipe de pays des Nations Unies, restent à l'extérieur du pays. La majorité de la population est privée de son droit à la liberté de circulation à l'intérieur et à l'extérieur du pays.

58. Selon des transfuges interrogés par le HCDH, un grand nombre de citoyennes et de citoyens sont restés à l'extérieur du pays, bien qu'ils reviennent peu à peu. Celles et ceux qui ont quitté le pays sans autorisation risquent la torture, une application arbitraire de la peine de mort et d'autres violations graves de leurs droits humains s'ils y sont renvoyés de force. Ce groupe de personnes a besoin de la protection immédiate de tous les États membres. Un autre groupe comprend les personnes qui avaient été expatriées en tant que travailleurs et travailleuses étrangers et qui se sont fait piéger par la fermeture des frontières. Les informations fournies par ces personnes brossent un tableau inquiétant de la répression intense et continue des droits par les fonctionnaires de la République populaire démocratique de Corée dans les pays tiers, alors que leur situation semble relever du travail forcé et constituer une violation de leurs droits humains, notamment de l'article 8 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

59. Les informations disponibles font état d'une augmentation de la répression des libertés fondamentales, en particulier de la liberté d'expression et d'accès à l'information, du fait de l'application de nouvelles lois qui les restreignent considérablement et prévoient de lourdes sanctions. L'une de ces sanctions est la peine de mort, que le pays applique à un très large éventail d'infractions qui n'entrent pas dans la définition des crimes les plus graves en droit international des droits humains. Selon certaines informations, le droit à l'alimentation et à la santé de nombreuses personnes serait constamment bafoué. Des cas anciens d'enlèvements et de disparitions forcées imputables à la République populaire démocratique de Corée, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de son territoire, n'ont toujours pas été résolus<sup>78</sup>.

60. Rien n'indique que la République populaire démocratique de Corée incrimine quelque auteur que ce soit de graves violations des droits humains ou d'autres crimes

<sup>77</sup> Voir S/2024/215.

<sup>78</sup> HCDH, "These Wounds Do Not Heal" : *Enforced Disappearance and Abductions by the Democratic People's Republic of Korea*, (Genève et Séoul, 2023).

dans le pays, pas même les auteurs identifiés par la Commission d'enquête en 2014. Aucune des actions internationales en cours n'a abouti à une action judiciaire. Les États membres déploient de plus en plus d'efforts pour établir des formes de responsabilité non judiciaires, notamment en République de Corée, efforts qui doivent être soutenus et renforcés.

61. Dans ce contexte difficile, les Nations Unies poursuivent leurs efforts pour amener le Gouvernement de la République populaire démocratique de Corée à améliorer la situation désastreuse des droits humains dans le pays. Quelques signes positifs semblent indiquer que le pays pourrait coopérer plus activement avec les mécanismes des Nations Unies relatifs aux droits humains, notamment l'Examen périodique universel et les organes conventionnels. Ces possibilités d'engager un dialogue solide sur les droits humains doivent être préservées et renforcées.

62. Le Secrétaire général appelle une nouvelle fois à la désescalade et au règlement pacifique des tensions militaires dans la zone, qui sont montées en puissance au cours de la période considérée. La question de la promotion de la diplomatie en faveur d'une paix et d'une stabilité durables dans la région et celle des droits humains et de la situation humanitaire en République populaire démocratique de Corée se renforcent mutuellement.

## VI. Recommandations

63. Le Secrétaire général recommande que la République populaire démocratique de Corée :

a) Enquête, poursuive et traduise en justice les personnes accusées d'avoir commis des violations des droits humains et veille à ce que les victimes et leurs familles connaissent la vérité sur les violations qui ont été commises ;

b) Décrète un moratoire immédiat sur l'application de la peine de mort, suivi, le plus tôt possible, de son abolition, et veille à ce que, dans l'attente de son abolition, cette peine ne soit imposée que pour les crimes les plus graves et conformément aux autres exigences du Pacte international relatif aux droits civils et politiques ;

c) Libère tous les prisonniers politiques, démantèle tous les camps de prisonniers politiques (*kwanliso*) et cesse immédiatement d'arrêter et d'incarcérer des personnes de façon arbitraire en raison de leurs opinions politiques ou autres, réelles ou supposées, ou de leur origine sociale ;

d) Cesse immédiatement de recourir à la torture et à d'autres traitements cruels, inhumains ou dégradants dans les lieux de détention ;

e) Mette fin au travail forcé, qui est contraire au droit international, sous toutes ses formes et engage un processus de réformes structurelles du système du travail afin de donner une place centrale aux droits des travailleurs et travailleuses ;

f) Consacre le maximum de ressources disponibles à l'exécution de chaque obligation fondamentale découlant du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, notamment les droits à une nourriture suffisante et au meilleur état de santé physique et mentale possible

g) Facilite le retour du personnel humanitaire international en lui permettant d'accéder librement et sans entrave à toutes les populations dans le besoin, notamment pour contrôler efficacement la distribution de l'aide ;

h) Fournisse aux familles de toutes les personnes enlevées ou victimes de disparition forcée des informations complètes sur leur sort et le lieu où elles se trouvent si elles ont survécu, permette à celles qui sont encore en vie et à leurs descendants de regagner immédiatement leur pays d'origine et, en étroite coopération avec les familles et les pays d'origine, identifie et rapatrie les dépouilles des personnes décédées ;

i) Permette immédiatement aux membres des familles séparées de communiquer entre eux, notamment par visioconférence et par l'échange de lettres ;

j) Entreprene sans délai des réformes politiques et institutionnelles permettant de contrebalancer véritablement les pouvoirs de l'exécutif, de manière à garantir le respect des obligations internationales de l'État en matière de droits humains ;

k) Prenne des mesures pour établir l'état de droit et un système judiciaire indépendant qui respecte le droit à un procès équitable et à une procédure régulière, conformément au Pacte international relatif aux droits civils et politiques ;

l) Veille à ce que les systèmes de surveillance mis en place respectent pleinement les normes relatives aux droits humains, notamment les principes de légalité, de nécessité, de proportionnalité et de légitimité des objectifs visés, à ce qu'ils ne soient pas utilisés à des fins d'oppression politique et à ce qu'ils fassent l'objet d'un contrôle juridictionnel efficace ;

m) Adhère à tous les traités fondamentaux relatifs aux droits humains auxquels elle n'est pas encore partie, ainsi qu'à leurs protocoles facultatifs, accepte les procédures de plainte et d'enquête prévues par ces traités, et soumette les rapports en souffrance attendus par les organes conventionnels ;

n) Intensifie sa collaboration avec le Haut-Commissariat aux droits de l'homme afin d'élaborer un programme de renforcement des capacités et des activités d'assistance technique visant à favoriser l'application des présentes recommandations et de celles faites par l'ensemble des mécanismes de protection des droits humains, et tienne les États Membres informés des mesures prises pour appliquer ces recommandations ;

o) Collabore de manière constructive avec ses interlocuteurs internationaux pour permettre une amélioration concrète de la situation relative aux droits humains sur le terrain, en priorité par le dialogue, la conduite dans le pays de visites officielles menées avec la liberté d'accès voulue pour évaluer pleinement la situation relative aux droits humains, des initiatives de coopération et la multiplication des contacts interpersonnels ;

64. Le Secrétaire général recommande que la communauté internationale :

a) Engage avec la République populaire démocratique de Corée un dialogue cohérent, durable et fondé sur des principes au sujet de la situation relative aux droits humains ;

b) Intègre pleinement les considérations relatives aux droits humains dans leurs efforts visant à promouvoir la paix et la sécurité dans la péninsule.

c) Établisse davantage de contacts interpersonnels avec des ressortissants de la République populaire démocratique de Corée qui vivent en dehors de leur pays, afin que leurs points de vue et leurs attentes contribuent à la coopération diplomatique sur les questions relatives aux droits humains ;

d) Prenne de nouvelles mesures pour que les responsables de violations graves des droits humains et peut-être même de crimes internationaux en République populaire démocratique de Corée répondent de leurs actes, notamment en envisageant de prendre des mesures en vertu des principes reconnus de la compétence extrajudiciaire ou universelle, conformément au droit international, en collaborant avec le HCDH et en lui transmettant des informations qui viendront enrichir son répertoire ;

e) Reconnaisse l'existence de graves violations des droits humains, qui pourraient également constituer des crimes internationaux, et prenne des mesures immédiates pour y mettre fin, notamment en témoignant de sa volonté et de sa capacité à mener des enquêtes indépendantes et impartiales sur les allégations de telles violations et à amener les responsables à rendre compte de leurs actes ;

f) Soutienne les initiatives visant à établir la responsabilité non judiciaire, telles que les réparations, l'établissement de la vérité et la commémoration, afin d'offrir une réparation tangible aux victimes ;

g) Offre une protection aux ressortissants de la République populaire démocratique de Corée qui ont franchi les frontières internationales de manière irrégulière, ainsi qu'aux personnes qui se sont échappées d'une mission de travail à l'étranger, et veille à ce qu'ils ne soient pas rapatriés de force, conformément à l'interdiction absolue du refoulement découlant du droit international des droits humains ;

h) Prenne des mesures pour réduire au minimum les conséquences humanitaires négatives des sanctions imposées à la République populaire démocratique de Corée, en permettant aux acteurs du développement et aux travailleurs humanitaires de mener des programmes visant à améliorer la résilience et à réduire les besoins humanitaires liés aux crises alimentaires et aux catastrophes, ainsi qu'à faciliter l'acheminement de denrées alimentaires, de médicaments et de soins de santé au niveau national.